

La Suisse, chance et problème en Haute-Savoie

Les Français travaillant de l'autre côté de la frontière gagnent mieux leur vie que ceux payés en euros, qui subissent l'inflation

ANNEMASSE, VALLEIRY, SAINT-JULIEN (HAUTE-SAVOIE) - envoyée spéciale

Il est un peu plus de 17 heures, à Valleiry (Haute-Savoie), début avril. Inutile de regarder l'heure pour le savoir, tendre l'oreille suffit dans cette commune collée à l'extrême sud-ouest de la Suisse. La rumeur de la circulation automobile sature l'endroit. Le défilé des voitures traversant le village est incessant, principalement de la Suisse vers la France – le matin, elles transitent dans l'autre sens. Tout comme du côté de Saint-Julien-en-Genevois ou d'Annemasse, un peu plus loin à l'est, dans le même département. L'encombrement de ces axes routiers symbolise à lui seul les défis auxquels ce territoire est confronté.

« A cette heure, les frontaliers rentrent chez eux », explique une trentenaire travaillant dans la commune. A Valleiry (1 748 habitants en 1990, 4 907 en 2020), 74 % des actifs travaillent en Suisse. « Dans notre quartier, il y a un travailleur frontalier dans chaque couple. Ce n'est pas possible de vivre ici autrement », ou alors « il faut faire des concessions », estime Sélim Labaille, père de famille de 30 ans. « Mais je comprends qu'ils ne veuillent pas en faire, je ne jette pas la pierre aux frontaliers. »

Ces derniers peuvent espérer des salaires jusqu'à trois fois plus élevés qu'en France. La tentation est donc forte. Sélim Labaille et son épouse, eux, travaillent à l'hôpital public français, à Annecy et, plus au nord, à La Roche-sur-Foron. Ils ont acheté à crédit un ap-

partement à rénover dans la banlieue d'Annecy : 260 000 euros, pour 80 mètres carrés, dans le seul quartier qui leur était financièrement accessible. « Mais je ne mets plus d'argent de côté depuis un an, et, pour la première fois depuis que je travaille pour l'hôpital, soit depuis neuf ans, mon compte bancaire s'est retrouvé à découvert. Sur le long terme, il n'y a que le salaire suisse qui peut fonctionner. »

Le patron du bar-restaurant Le Galta, à Saint-Julien-en-Genevois (7 922 habitants en 1990, 15 739 en 2020), cherche l'équivalent d'une équipe entière. Lucas Daniel, 24 ans, est venu lui prêter main-forte au service et au bar. Il travaille ici trois jours par semaine, pour un salaire mensuel net de 1 200 euros, parce qu'il aime bien le patron. Le reste du temps, il travaille en Suisse, vingt heures pour 2 000 euros net. « C'est à trois minutes d'ici », sourit celui qui s'est installé à la frontière avec l'objectif de mettre de l'argent de côté.

« Effet d'onde »

Le maire d'Annemasse, Christian Dupessey (divers gauche), hausse les épaules. A la tête de la deuxième ville du département (27 669 habitants en 1990, 37 485 en 2020, plus des deux tiers ayant moins de 45 ans) depuis 2008, il se soucie de la « cohésion sociale » entre les travailleurs payés en francs suisses et ceux payés en euros, alors que l'écart entre eux ne cesse de se creuser. Les frontaliers les mieux payés vivent « bien », considère le maire. Ils profitent ici « de logements con-

fortables, en duplex, ils ont le tramway, une offre culturelle variée ».

Mais « nous avons aujourd'hui du mal à assurer les services à ceux qui sont payés en euros, d'autant plus que nous n'avons pas le personnel pour cela », un turn-over important des effectifs touchant les services publics notamment. « Genève est devenu un aspirateur à travailleurs », répète M. Dupessey. Et, double peine, ceux qui restent en France « n'arrivent pas à se loger », regrette l'édile de la quatrième ville de plus de 20 000 habitants la plus inégalitaire de France en matière de revenus, selon l'Observatoire des inégalités. « En huit ans, nous sommes passés, dans l'agglomération, de 6 000 demandes de logement social non satisfaites à 11 000 environ. Et cela touche beaucoup de personnes : des enseignants, du personnel de mairie, des policiers... » Certains des actifs les plus fragiles basculent même dans l'extrême pauvreté. « Je n'ai jamais vu tant de monde dans les banques alimentaires ou les épiceries sociales. Des gens qu'on ne voyait pas avant. »

Ainsi, selon les banques alimentaires, sur les plus de 835 000 habitants que compte la Haute-Savoie, 23 000 personnes auraient recours à l'aide alimentaire, le département ayant pourtant un revenu médian parmi les plus élevés de France (2 253 euros par mois en 2020, contre 1 867 euros en France métropolitaine la même année, selon l'Insee). « Nos salariés en ont plus besoin que nos bénéficiaires », estime Sandrine Garcia, directrice de la fédération départementale d'Aide à domicile en milieu rural, évaluant à une centaine le nombre de ses salariés dans la nécessité, soit 10 % des effectifs.

Pierre-Jean Crastes est maire (sans étiquette) de Chênex et président de la communauté de communes du Genevois, dont font partie Valleiry et Saint-Julien-en-Genevois. « Quand j'esuis arrivé ici, en 2003, il y avait 30 000 travailleurs frontaliers. Aujourd'hui, on a dépassé les 100 000 », constate-t-il. Soit un peu plus de 20 % des actifs du département.

Le territoire et ses commerces profitent du pouvoir d'achat de



Dans le village de Saint-Gingolph (Haute-Savoie), traversé par la frontière entre la France et la Suisse, en août 2020. VINCENT ISORE/IP3

« Dans notre quartier, il y a un travailleur frontalier dans chaque couple. Autrement, on ne peut pas vivre »

SÉLIM LABAILLE
habitant de la Haute-Savoie

ces frontaliers. Mais l'élu craint, à l'avenir, un « effet d'onde » sur un territoire plus vaste que la seule zone frontalière, avec des difficultés à prévoir. « Nos services à la population sont très fragiles, malgré notre volonté », regrette-t-il. Dernièrement, nous avons accordé des places en crèche à des parents. Mais il y a eu des démissions dans le personnel, alors nous avons dû récrire aux parents pour leur signifier que ces places, nous ne les avions plus. » « La question est de savoir combien d'actifs de Haute-Savoie doivent être des

frontaliers, interroge Martial Sadié, président Les Républicains du conseil départemental. A 20 %, c'est une chance, à 25 %, cela devient un problème, à 30 % ou 40 %, c'est une catastrophe. Depuis les années 1960-1970, la bonne santé de notre département est liée à la diversification de notre économie. Nous devons conserver cela. »

Alors que l'Insee prévoyait, en 2023, une population de 919 700 habitants en Haute-Savoie à l'horizon 2070, M. Sadié milite pour que les zones frontalières se voient accorder un « statut particulier », avec des règles applicables à ces seuls territoires – l'encadrement des loyers ou l'invention d'un système permettant de retenir les travailleurs plusieurs années en Haute-Savoie en échange d'une bourse. « Nous ne pouvons plus suivre le même schéma que ces trente ou quarante dernières années, prévient-il. Nous sommes au bout d'un système. Nous attribuer des dispositifs expérimentaux, assure l'élu, ce ne serait pas remettre en cause l'unité de la nation. » ■

FANNY HARDY